

Construisons ensemble



Fédération Banques & Assurances

EDITO

Manuel Valls s'est «réjoui» de «l'accord de principe» sur les retraites complémentaires, assurant que le gouvernement «accompagnera» sa «mise en œuvre». Après avoir appelé cet accord de ses vœux en laissant entendre qu'à défaut le gouvernement prendrait la main, le Premier ministre y voit «la preuve de la capacité du dialogue social dans notre pays à élaborer les compromis équilibrés nécessaires à la réforme et à la consolidation de notre modèle social.». La vraie violence sociale, elle est là, dans ce discours et dans toutes les actions qui consistent à appauvrir les plus pauvres, à fragiliser encore un peu plus les plus fragiles, à confier aux gestionnaires capitalistes la gestion des fonds qui devaient servir à faire pour tous une meilleur société. Dans cette configuration, quel sens donner à la conférence sociale, si ce n'est celui d'une parodie, d'une opération de communication et peut être pire encore, celui d'une capitulation devant les volontés d'un Medef largement épaulé par le Gouvernement du réjoui Premier Ministre.

Votre hebdo ne paraîtra pas la semaine du 11 novembre. Rendez-vous pour le N° 31 le 19 novembre.

L'indécence du propos

Consolidation ou éradication?

Mais de quoi parle Manuel Valls quand il évoque la «consolidation de notre modèle social» alors que les jeunes générations risquent de voir leurs futures pensions baisser de 8,5% ? Où est le progrès social quand on va imposer des abattements les trois premières années de retraite aux salariés qui ne pourraient différer leur départ ? En sachant que 56 % des salariés ne sont déjà plus en emploi au moment de la liquidation de leur pension. N'en déplaise à Laurent Berger de la Cfdt qui conteste cette vision des choses, avec cet accord, le Medef parvient à reculer de fait l'âge de la retraite. Avec cet accord, les retraités qui subissent déjà depuis des années le gel de leurs pensions essuieraient de nouvelles baisses de leur pouvoir d'achat pendant trois années supplémentaires, outre le report au 1er novembre de la revalorisation de leurs pensions.

Dialogue social préservé, quelle blague!

Quel sens donne Manuel Valls au dialogue social quand celui-ci se résume à négocier sur le cahier des charges dicté par le Medef encouragé par l'exécutif à refuser de partager les efforts ? Avec cet accord en effet, le patronat s'exonère de la plus grande partie des efforts : au total la contribution des salariés actifs et retraités s'établirait à 95 % du besoin de financement contre 5 % pour le Medef : soit 5,7 milliards à la charge des salariés et retraités contre 300 millions pour le patronat. Préservé, le modèle social ? Quelle blague ! Les deux régimes n'en seront pas pour autant équilibrés et le patronat propose donc de mutualiser les réserves des régimes. Il s'ensuivrait un épuisement anticipé de quatre années des réserves de l'ARRCO qui induirait à terme une baisse du niveau des pensions pour tous. Le modèle social n'est pas préservé quand on renforce tous les mécanismes destinés à précipiter les

actifs et notamment les plus jeunes vers les dispositifs d'épargne pour préparer leur retraite, sans aucune garantie...

La même rengaine pour le même résultat

On retrouve dans ce dossier sensible, les mêmes ingrédients que dans de nombreux autres. La casse d'un modèle de protection sociale est le seul fil rouge des décisions politiques, que l'on ne saurait considérer comme des réformes. Réformer c'est changer pour aller vers le mieux, pour servir l'intérêt général et hélas, là encore, le changement ne sert que les intérêts du patronat, des assureurs banquiers, à l'affût pour capter les capitaux et développer avec tous les risques encourus, la retraite par capitalisation. La résignation ne sera jamais l'attitude Cgt, et son combat pour une société plus juste plus distributive de ses richesses n'en devient que plus urgent encore, tout comme l'est l'irruption en masse des salariés, retraités et privés d'emploi, pour exiger le changement. ■

Sommaire

Page 2
■ **Fédération : UNI.** Qu'est-ce que c'est, à quoi ça sert.

Page 3
■ **Fédération : UNI.** Qu'est-ce que c'est, à quoi ça sert. (suite et fin).

Page 4
■ **Confédération : Institut Syndical Européen.** Les activités de formation de l'ISE.

■ **Confédération : Turquie.** Les syndicats français solidaires.

Page 5
■ **International : USA.** Mumia Abu Jamal, le rejet du traitement médical.

Page 6
■ **International : USA.** Mumia Abu Jamal, souscription de soutien.

UNI

Qu'est ce que c'est, à quoi ça sert ?

Corinne FERREIRA Responsable International CGT-FSPBA a présenté aux élus du Comité Fédéral du 10 septembre 2015, l'organisation Union Network International (UNI) qui a été constitué le 1er janvier 2000, par le regroupement de 4 organisations internationales qui après débat ont décidé de fusionner lors d'un congrès extraordinaire qui s'est tenu le 1er janvier 2000. Les 4 organisations internationales qui se sont regroupées sont la Fédération Internationale des Employés Techniciens et Cadres (FIET), l'Internationale des Communication ancienne Internationale P.T.T. (I.C), l'Internationale Graphic Fédération (L'I.G.F), Media Entertainment International (MEI). UNI est l'une des 10 Fédérations Internationales qui travaillent avec la Commission Syndicale Consultative auprès de L'OCDE (Organisation Coopération et Développement Économique). Le 2 mars 2009, UNI a changé son sigle en devenant Union Net Work International Global Union (UNI Global Union).

UNI fonctionne sur les bases suivantes

Secteurs professionnels au nombre de 14.

Uni Telecom - Uni Postal - Uni Commerce - Uni Electricite - Uni Finance
Uni Industries Graphiques - Uni Coiffure Esthetique - Uni Media Spectacles Arts - Uni Service Entretien - Uni Assurances Sociales Et Services Sante - Uni Tourisme - Uni Jeux Hasard - Uni Agence De Travail Temporaire

3 groupes transversaux

Uni Femmes - Uni Jeunes (- 35 Ans) - Uni Cadres

4 régions au niveau du globe

Uni Europa - Uni Africa - Uni Americas - Uni Asia Pacifique

Depuis 2005, la région Moyen Orient et Afrique du Nord (Middle East and Nord Africa - MENA) a été créée en 2005 à la demande de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et comprend 19 pays. Mario Ongaro de la FISAC CGIL d'Italie est l'animateur pour l'Europe, e et pour la région Moyen Orient Afrique du Nord, un camarade de l'organisation Tunisienne U.G.T.T. Les pays composants la région MENA sont : l'Algérie, le Bahreïn, l'Egypte, l'Iran, l'Irak, Israël, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, Oman, la Palestine, le Qatar, l'Arabie-Saoudite, la Syrie, la Tunisie, les Emirats Arabes Unis, le Yémen.

La région MENA s'étend du Maroc au nord-ouest de l'Afrique, jusqu'à l'Irak au sud ouest de l'Asie, qui comprend l'ensemble des pays de l'Afrique du Nord au Moyen-Orient. Aux 19 pays ci-dessus s'ajoutent les pays suivants qui sont parfois inclus dans

une définition plus large au nombre de 10: Arménie; Azerbaïdjan; Chypre; Djibouti; Géorgie;Malte; Somalie;Soudan;Turquie et la Mauritanie. Les pays composant MENA rayonnent ainsi sur deux régions géographiques d'UNI (EUROPA et AFRICA)

UNI Monde et les congrès

Les Congrès d' UNI MONDE ont lieu tous les 4 ans.

-Le 1er Congrès Mondial d' UNI a eu lieu à Berlin en septembre 2001.

-Le 2ème Congrès Mondial d' UNI à Chicago an août 2005.

-Le 3ème Congrès Mondial marquant le 10ème anniversaire d'UNI en décembre 2011 à Nagasaki.

-Le 4ème Congrès en décembre 2014 en Afrique du Sud.

-Le 5ème Congrès se tiendra en 2018 à Liverpool.

UNI aujourd'hui regroupe 900 organisations syndicales et 20 millions d'adhérents.

UNI et la CGT

Les fédérations syndicales de la CGT affiliées à UNI sont aujourd'hui:

Banque Assurance (FSPBA) - Commerce Distribution Services - Stes d'Etudes et Conseil prévention - Secteurs activités postales et télécommunications (FAPT) - Spectacle, audiovisuel et action culturelle (FNSAC) - FILPAC

L'UGICT n'adhère plus à UNI depuis peu.

UNI EUROPA et les congrès (tous les 4 ans)

Le 1er Congrès en Suède à Stockholm en mai 2003.

Le 2ème Congrès en Grèce, à Athènes en 2007.

Le 3ème Congrès en France à Toulouse en 2011.

Le 4ème Congrès se tiendra en Turquie en 2015 à ANTALYA.

UNI EUROPA ?

C'est une fédération syndicale européenne. Elle regroupe des syndicats des services et des compétences de 50 pays et 330 organisations syndicales y sont affiliées, UNI Europa représente 7 millions de travailleurs et travailleuses.

UNI FINANCE ?

C'est le Syndicat mondial de tous les travailleurs et travailleuses de la finance et de l'assurance, il représente 3 millions de salariés dans 237 syndicats du monde. UNI Finance a élaboré un cadre de planification

Suite page 3

Suite de la page 2

stratégique basé sur la stratégie « aller de l'avant » établie par UNI Global Union et le programme d'UNI Finance, indique les priorités de travail annuelles pour les quatre régions d'UNI.

Les cinq objectifs clés sont

Influence politique et réglementaire.

Objectif stratégique : Modifier et apporter une dimension sociale plus forte aux processus mondiaux et régionaux d'intégration et aux cadres réglementaires, et être reconnu comme partenaire dans ces processus. UNI Finance collabore avec les décideurs politiques de l'UE et du G20.

Entreprises mondiales.

Objectif stratégique : Etablir une force syndicale dans les entreprises mondiales actives dans les secteurs des banques, des assurances et des banques centrales, et négocier des accords mondiaux et régionaux.

Recrutement et campagnes.

Objectif stratégique : Obtenir la reconnaissance syndicale dans le secteur financier et continuer à contribuer à la croissance syndicale en se dotant des moyens pour soutenir les campagnes de recrutement dans le monde. Parmi les campagnes spécifiques pour le secteur financier figurent la campagne Ventes et Conseils, et celle des employés de banque comme vecteurs de changement.

Emplois assortis de sécurité sociale et de justice pour tous.

Objectif stratégique : Améliorer les lieux de travail et relever les normes du travail dans les services et secteurs connexes. UNI Finance aborde ces questions dans le cadre du dialogue social.

UNI en tant qu'organisation proactive, novatrice et intégrateur.

Objectif stratégique : Faire d'UNI Global Union une organisation moderne, efficace, novatrice et bien gérée, et assurer la participation active de tous les affiliés et la mobilisation de leur base, de leurs représentants et dirigeants syndicaux à notre travail. Sur chacun de ces thèmes prioritaires, UNI Europa Finance a créé des groupes de travail. UNI Global Union est aussi régulièrement en contact avec ses bureaux régionaux en Afrique, Asie et Amériques.

Le Personnel d'UNI Finance à UNI Global Union

Le Département UNI Finance est composé de : Marcio Monzane, Chef d'UNI Finance - Elise Buckle, Coordinatrice mondiale des politiques d'UNI Finance depuis peu remplacée par Claudia SALLER - Regula Khemiri, Assistante du département UNI Finance. Le travail d'UNI Finance sur la réglementation au niveau de l'UE est conduit par un Groupe de travail actif (Coordinateurs du Groupe de travail Réglementation : Carola Schwirn, carola.schwirn@verdi.de ; Michael Budolfson, mb@finansforbundet.dk)

Réglementation de l'UE

En Europe, l'intégration européenne a effectivement abouti à la création d'un marché intégré des services financiers avec une



structure de réglementation commune. L'importance d'une réglementation financière forte et efficace s'est avérée plus qu'évidente à la suite de la récente crise de l'euro. UNI Europa Finance s'efforce d'influencer les décideurs politiques pour qu'ils créent un véritable cadre réglementaire garantissant un secteur financier stable au service de l'économie réelle et non l'inverse. UNI Europa Finance a institutionnalisé des réunions de consultation avec la Commission européenne pour discuter les nouvelles législations sur les services financiers.

Diversité et anti-discrimination

UNI Finance œuvre en faveur de politiques et de pratiques d'égalité entre les genres, de diversité et de non-discrimination afin de permettre aux minorités défavorisées d'accéder à des emplois décents. Le groupe de travail est dirigé par Edgardo Iozia (unief@gmail.com).

Dialogue social avec les Banques

UNI Europa Finance prend part au dialogue social avec les employeurs du secteur bancaire – la Fédération bancaire de l'Union européenne (FBE), le Groupement européen des caisses d'épargne (GECE) et le Groupement européen des banques coopératives (GEBC).

Au niveau européen, le travail d'UNI Finance est conduit par le Groupe de travail du Dialogue social bancaire (coordinatrice : Pia Desmet, pdesmet@bbtk-abvv.be).

Dialogue social avec les compagnies d'assurance

UNI Europa Finance participe au dialogue social avec les employeurs du secteur de l'assurance – le Comité européen des assurances (CEA), l'Association des assureurs mutuels et coopératifs en Europe (AMICE) et le Bureau International des Producteurs d'Assurances et de Réassurances (BIPAR). Au niveau européen, le travail d'UNI Finance est conduit par le Groupe de travail du Dialogue social dans l'assurance (coordinatrice : Pia Desmet, pdesmet@bbtk-abvv.be).

Dialogue social dans les banques centrales

Le Comité d'UNI Europa Finance sur les banques centrales regroupe les affiliés ayant des membres dans les banques centrales. Il s'agit de l'organisation la plus représentative des banques centrales en Europe. Ses objectifs principaux sont de promouvoir les échanges entre les salariés des banques centrales et de représenter leurs intérêts. Au niveau européen, le travail d'UNI Finance est conduit par le Groupe de travail du Dialogue social bancaire (coordinateur: Edgardo Iozia, unief@gmail.com). ■

Institut Syndical Européen (ISE)

Les activités de formation ISE

La formation s'organise autour de six grands axes

La formation d'Euroformateurs, la gestion de projet, les jeunes cadres syndicaux, les membres de Comités d'entreprise européens, les formations linguistiques et de nombreuses questions thématiques (protection sociale, migration, renforcement des syndicats...). Multiculturelles également car les équipes pédagogiques, sous la responsabilité des responsables formation de l'ETUI, intègrent des formateurs des organisations membres qui, dans la mesure du possible, ont une double compétence pédagogique et thématique. Ces équipes, différentes pour chaque stage, sont liées aux thèmes des stages et aux partenariats entre les organisations membres et l'ETUI. En effet, l'ETUI n'a pas de locaux pédagogiques et donc organise les actions de formation en coopération avec les membres de la CES. Chaque axe bénéficie de l'apport d'un réseau composé de formateurs issus des organisations membres. La Cgt pour sa part est active dans les réseaux des Euroformateurs, de la gestion de projet et des jeunes dirigeants.

Étendre les coopérations syndicales

Les organisations membres de la CES sont consultées sur la vie de l'ETUI par l'intermédiaire du Comité exécutif de la CES. Pour les activités de formation syndicale, elles le sont lors la Conférence annuelle de l'ETUI Éducation. Elles sont par ailleurs appelées à donner leur avis sur le programme sur quatre ans (entre deux congrès de la CES) et faire des propositions pour la mise en œuvre dans les programmations annuelles. Pour la Cgt, ce sont le Pôle formation syndicale et l'Espace International qui assurent conjointement le suivi de l'ETUI Éducation et les inscriptions aux stages. La Cgt favorise la participation de ses dirigeants et militants. Ces stages permettent une meilleure connaissance et compréhension du mouvement syndical en Europe et de la CES par le partage, l'échange et la confrontation d'idées. Ils nous aident à lutter contre la mise en concurrence des travailleurs, à réfléchir à des actions communes ou parallèles et à étendre les coopérations et solidarités syndicales. De plus, depuis plusieurs années, l'ETUI met en place des

L'Institut syndical européen, ETUI, regroupe les activités de formation et de recherche de la Confédération européenne des syndicats. Il prépare, soutient et prolonge les activités de la CES et de ses organisations membres dans les domaines importants pour l'action syndicale en Europe. Il est composé d'un département recherche structuré en trois unités - Européanisation des relations industrielles ; Politiques économiques sociales et de l'emploi ; Conditions de travail, santé et sécurité - et d'un département Formation. Il met ses travaux et ses capacités à disposition de toutes les organisations membres de la CES et établit des liens étroits avec elles. C'est le cas notamment pour les activités de formation. Centrées sur l'échange des savoirs et savoir faire, sur la connaissance des orientations et actions de la CES et de ses organisations membres, les formations réalisées par l'ETUI ont toutes un caractère multiculturel. Elles regroupent, en effet, toujours des syndicalistes de plusieurs des 86 organisations membres de la CES et si l'anglais est toujours présent les langues des pays où se déroulent les formations et des organisations partenaires sont proposées aussi.

actions pour faire reconnaître les savoirs et savoir-faire acquis dans l'activité syndicale. Bien que la participation aux stages puisse paraître limitée (20 à 24 participants par stage avec un stagiaire par organisation), l'impact de ces formations sur la prise en compte des questions européennes et des différents points de

vue, et les contacts directs entre militants de différents pays sont importants. Cela nous permet à tous syndicalistes européens de dépasser des images toutes faites et d'être en contact avec les réalités du syndicalisme en Europe.

Pour en savoir plus : <http://www.etui.org/fr> ■

Confédération

International

Turquie - Les travailleurs et les OS

Les syndicats français

solidaires

Les syndicats français, Cgt, Cfdt, Fo, Cftc et Unsa condamnent fermement l'attentat qui a visé une manifestation pour la paix, le samedi 10 octobre à Ankara. Cette manifestation était organisée, entre autres, par les organisations syndicales KesK et Disk, affiliées à la Confédération européenne des syndicats (CES) et à la Confédération syndicale internationale (CSI). Plus d'une centaine de personnes ont été tuées dans ce nouvel attentat qui a fait aussi plus de 500 blessés.

Les syndicats français présentent leurs condoléances au peuple turc et notamment à la DISK et à la KESK. Ils renouvellent leur solidarité avec les personnes et les familles endeuillées. Ils soutiennent les syndicats dans leurs actions de protestation.

Les syndicats français, Cgt, Cfdt, Fo, Cftc et Unsa condamnent l'attitude des autorités turques qui a suivi cet attentat. Les syndicats français soutiennent l'exigence de Disk et de KesK d'une enquête indépendante sur ces événements tragiques afin que toute la lumière soit faite, de permettre et protéger l'expression de la société civile, en particulier des syndicats, et plus généralement de l'opposition démocratique, ce qui n'est pas le cas depuis les élections du 7 juin. Cet acte de terreur n'aura de meilleure réponse que la réaffirmation de l'engagement pour la paix et la démocratie. Le syndicalisme reste une voie de construction du dialogue, du vivre-ensemble et de la paix. Il ne se laissera pas intimider par les attaques subies à travers le monde.

Mumia Abu jamal

La justice de Pensylvanie **rejette** la demande de traitement médical

Quelques jours seulement après le refus de donner suite à la plainte déposée par sa défense contre l'Administration pénitentiaire pour négligence médicale et défaut de soins (voir nos précédents messages), Mumia se voit signifier un refus définitif cette fois à sa demande de traitement pour éradiquer l'hépatite à l'origine des maladies dont il souffre et qui expose son état de santé à de nouvelles dégradations. Bien évidemment sa défense fait appel de cette décision inhumaine devant la justice fédérale. La procédure va encore prendre beaucoup de temps, alors que la maladie continuera à faire ses ravages en s'attaquant à ses organes vitaux. Ce combat vaut pour tous les prisonniers de Pensylvanie atteint de la même maladie.

Appel aux dons

Les actions judiciaires en cours nécessitent beaucoup d'argent pour obtenir le droit de se soigner et surtout pour accéder aux traitements permettant d'éradiquer la maladie dont les coûts sont exorbitants (voir nos infos du 15 septembre). Si l'État de Pensylvanie continue à refuser tout protocole collectif de prise en charge, les prisonniers devront individuellement faire face à une telle dépense, ce qui est impossible pour la quasi-totalité d'entre eux ! La défense de Mumia prépare cette éventualité en constituant un fonds de solidarité auquel nous vous invitons à verser votre contribution. Vous trouverez en pièce jointe les modalités de cette campagne de solidarité.

Délégation française rend visite à Mumia

Une délégation française se rendra du 9 au 15 novembre aux États-Unis. Outre des rencontres et des initiatives à New-York et à Philadelphie, notamment avec les soutiens au journaliste noir américain, le point d'orgue sera la rencontre avec Mumia en personne le 12 novembre. Participeront à cette délégation: Patrick Le Haricot (député européen et directeur du journal l'Humanité), Marie Ringot (assistante parlementaire de Patrick Le Haricot), Claude Guillaumaud-Pujol et Jacky Hortaut (co-animateurs du Collectif français Libérons Mumia).

«Le fauteuil roulant» par Mumia

Malgré la maladie, Mumia continue d'écrire. Vous trouverez ci-après ce que lui inspire précisément la maladie au travers de l'obligation de se déplacer en fauteuil roulant et l'attention qu'il porte sur ceux qui n'ont d'autre choix. Ce texte a été traduit par Claude Guillaumaud-Pujol. «Aux jeunes, la vie des anciens semble aussi lointaine qu'un pays inconnu. Aux gens en bonne santé, la maladie semble n'arriver qu'aux autres. Il faut beaucoup de temps et d'événements pour nous enseigner que nous sommes tous unis dans le cercle de la vie et que si nous vivons suffisamment vieux nous entrerons à tour de rôle dans la maison des Anciens. Quand je suis tombé malade, récemment, ce fut un traumatisme encore plus grand que la maladie elle-même; pendant presque trente ans dans le

Couloir de la Mort, je n'ai été que très rarement souffrant, des occurrences qui se comptent sur trois ou quatre doigts de la main. Et de surcroît, cela n'a souvent duré guère plus d'une journée. Puis j'ai été foudroyé, soumis à une violence extrême, décuplée par des médicaments inappropriés, administrés par les médecins de la prison. Puis j'ai ressenti une faiblesse extrême, qui m'a laissé dodelinant et prisonnier d'un fauteuil roulant puisque j'étais incapable de marcher. Et si maintenant je me déplace sans fauteuil roulant, j'ai appris plus de cette expérience que je l'aurais vraiment souhaité. Je ne puis plus croiser de personnes en fauteuil roulant sans leur faire au moins un signe de tête. Car ils sont moi. Je sais d'expérience à quel point c'est douloureux de rester assis pendant des heures dans ces fauteuils roulants. Qui le sait? Moi, maintenant, je le sais. La maladie, tout comme la vieillesse, est inhérente au cercle de la vie. Nous tournons tous avec la roue du temps, dans l'attente à notre tour d'apprendre une expérience nouvelle».

Contre la peine de mort

Lors de son voyage officiel aux États-Unis le pape François s'est exprimé devant le Congrès américain en lançant un vibrant appel contre la peine de mort. Il a rappelé que la vie humaine était «le bien le plus sacré» et a réitéré à cette occasion son souhait «d'abolition définitive et universelle de la peine capitale». Cette voix qui compte n'a toutefois pas empêché, dès le lendemain, l'exécution d'une femme de 47 ans (Kelly Gissendaner) dans l'état américain de Géorgie, alors que le pape avait publiquement demandé sa grâce. Cela n'a pas empêché non plus l'exécution de trois autres personnes, une en Virginie et deux autres au Texas. Et c'est in extremis que l'exécution d'un condamné à mort dans l'Oklahoma a été suspendue en raison de doutes sur un produit utilisé dans le cocktail de substances mortelles qui devait lui être injecté. Souvenez-vous, c'est dans ce même État, il y a quelques mois, qu'une injection létale ratée avait fait le tour du monde et relancé le débat sur les méthodes d'exécution. Depuis de début de 2015, il a eu 24 exécutions aux États-Unis dans six États, dont 12 au Texas ●



SOUSCRIPTION 2015

**Pour se défendre et se soigner
MUMIA ABU-JAMAL
a besoin de votre soutien financier**

Je verse à la souscription () la somme de*

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

() Libellez votre chèque à l'ordre de « MRAP solidarité MUMIA » et envoyez-le
43 Boulevard de Magenta 75010 PARIS ou faites un DON par INTERNET à
l'adresse sécurisée suivante : <http://secure.mrap.fr/Soutien-a-Mumia-Abu-Jamal.html>*

Nous vous adresserons un reçu fiscal
vous permettant de bénéficier d'une réduction d'impôts
au titre de votre déclaration de revenus 2015

Si votre contribution nous parvient avant le 31 décembre 2015,
pour 100 € versés votre réduction sera de 66 €
(sous réserve du maintien de la règle fiscale applicable aux revenus 2014)